

Exposé de Robert Marjolin devant le "Cercle de l'Opinion" (Paris, 16 octobre 1970)

Légende: Le 16 octobre 1970, Robert Marjolin, ancien vice-président de la Commission européenne, expose à Paris devant les membres du "Cercle de l'Opinion" les enjeux de l'Union économique et monétaire européenne.

Source: Archives familiales Pierre Werner, Luxembourg.

L'opinion en 24 heures. 25.01.1971. Paris: Centre de documentation générale.

Copyright: (c) L'opinion en 24 heures

URL: [http://www.cvce.eu/obj/expose_de_robert_marjolin_devant_le_"cercle_de_l_opinion"_paris_16_octobre_1970-fr-f6a448b7-6f11-4fca-8683-433506183d85.html](http://www.cvce.eu/obj/expose_de_robert_marjolin_devant_le_)

Date de dernière mise à jour: 05/11/2012



Robert MARJOLIN

Ancien Vice-Président
de la Commission Economique Européenne

**IMPORTANCE
DETERMINANTE
DE LA
PREMIERE ETAPE**

A PRES l'exposé magistral de mon ami le Président **WERNER**, je voudrais me limiter à quelques observations relatives à la première période.

Vous ne serez pas surpris que j'attache une importance particulière à cette première période, la période 1971-1973 qui verra s'amorcer la réalisation de l'Union économique et monétaire de l'Europe. **C'est ce qui arrivera au cours de ces trois premières années qui déterminera la suite.** Si cela commence bien, cela ira bien ; si cela commence mal, cela n'ira pas. Par conséquent, ces trois premières années, quelle que soit l'importance — et elle est grande, dans mon esprit — que l'on puisse attacher aux objectifs finaux, ces trois premières années vont être décisives.

Il y a, dans le rapport **WERNER**, une phrase qui me semble être la phrase-clé presque de tout le rapport. C'est la phrase où il est dit que **cette première étape est destinée à renforcer les habitudes de travail en commun des autorités nationales.** C'est une affaire dans laquelle — et le Président **WERNER** et le Président **ANSIAUX** s'en souviendront — nous nous sommes engagés depuis déjà quelques années. Et ce n'est pas facile. Il faut, pour travailler en commun, beaucoup de temps, beaucoup de patience, beaucoup de volonté. Mais c'est tout à fait essentiel. Et la raison, ou une des raisons pour lesquelles la politique agricole commune, en dépit des difficultés qu'elle a rencontrées, a survécu, c'est précisément parce que des hommes venus des six pays se sont habitués à travailler en commun et qu'il s'est créé entre eux des liens de solidarité qui ont fait que la création n'est pas restée abstraite, mais est devenue une création humaine.

C'est pourquoi, **dès 1964, ont été créées, sur proposition de la Commission, les institutions dont, maintenant, l'on va se servir pour avancer vers l'Union économique et monétaire,** le Comité de politique économique à moyen terme, le Comité budgétaire et, surtout, le Comité des Gouverneurs des Banques Centrales. Et ici, si mon ami **ANSIAUX** me permet d'évoquer un souvenir, je dirai que les premières années de ce Comité ont été des années un peu difficiles. A l'exception de lui-même et peut-être d'un autre membre — car je ne veux exclure personne — l'idée d'une coopération des Banques Centrales était accueillie par les Gouverneurs avec, disons, un certain scepticisme, accompagné de beaucoup de gentillesse, d'ailleurs. Lorsque le représentant de la Commission venait expliquer quelles étaient les vues de la Commission sur l'avenir monétaire de l'Europe, on l'écoutait avec bienveillance et on lui répondait, selon les cas, que tout cela était très intéressant mais qu'il faudrait y réfléchir, ou bien que ceci n'entraînait pas exactement dans la compétence des Gouverneurs des Banques Centrales, mais plutôt dans celle des Gouvernements, etc... Je me réjouis que cette phase initiale soit passée et que, désormais, on puisse compter sur une collaboration active des hommes qui composent ce Comité.

LES CONDITIONS D'UNE PLUS GRANDE RIGUEUR

Maintenant, une observation sur le fond du sujet. Il est évident que si l'idée d'une Union monétaire de l'Europe occidentale (à laquelle, j'en suis convaincu, participeront le Royaume-Uni et les autres pays candidats dès que leur accession sera chose acquise — ce qui devrait se faire rapidement) a reçu un accueil aussi chaleureux, c'est, il ne faut pas s'y tromper, du fait des difficultés monétaires internationales. Il est clair que les difficultés qu'éprouve le grand véhicule universel de transfert des valeurs, le dollar, n'est pas étranger à l'enthousiasme qui s'est emparé, dans beaucoup de milieux, à l'idée de créer une monnaie européenne. Pour reprendre une image qu'employait récemment un banquier canadien, la co-existence avec le dollar c'est un peu comme une promenade en barque avec un éléphant. L'esquif est un peu instable et l'instabilité augmente quand l'éléphant commence à s'agiter.

Nous pouvons dire à l'échelle de l'Europe ce que cet ami canadien disait pour son pays : **Il est certain que la co-existence avec le dollar dans le monde n'est pas une co-existence facile. Et dans l'intérêt même des Etats-Unis, la création progressive d'une monnaie européenne aurait des avantages considérables.** Elle contraindrait l'Amérique — et l'Europe aussi — à une plus grande rigueur dans la gestion de leurs affaires économiques et financières.

Le jour où il n'y aurait pas seulement une monnaie universelle, qui est actuellement l'instrument obligatoire de constitution des encaisses, qu'elles soient privées ou publiques, mais deux monnaies universelles et où il y aurait un choix, pour les particuliers comme pour les banques, et aussi pour les Banques Centrales, entre deux monnaies de réserve, à ce moment-là il est évident que les autorités politiques qui seraient responsables de la gestion de ces monnaies seraient tenues à une beaucoup plus grande discipline, qu'elles ne le sont actuellement.

Et, dans les cas extrêmes, là où il apparaîtrait (et je ne dis pas du tout que c'est le cas actuellement, bien que certains puissent le penser) que les parités actuelles entre les différentes monnaies ne sont pas réalistes, **ces déséquilibres pourraient être corrigés par un changement de parité entre les deux monnaies essentielles, la monnaie européenne et la monnaie américaine, auxquelles il faudrait probablement ajouter le yen japonais.**

Autrement dit, le problème monétaire international serait infiniment plus facile si la recherche d'une solution pourrait se faire dans un dialogue entre les Etats-Unis et l'Europe — et, probablement, le Japon — dialogue où l'on ne pourrait plus évoquer l'image de l'éléphant dans la barque.

SPECIFICITE D'UNE ZONE MONETAIRE EUROPEENNE

Pour terminer, je voudrais simplement dire — et ceci découle directement des quelques mots que je viens de prononcer sur le système monétaire international — que le critère de succès de la nouvelle entreprise sera l'apparition, non pas au terme de la période de création de l'Union monétaire, mais dès la fin de la première étape ou même au cours de la première étape, de ce qu'on pourrait appeler **une zone monétaire européenne ayant une individualité, une spécificité propres.** « Zone monétaire européenne » ne voulant pas dire du tout que les monnaies européennes ne pourraient pas fluctuer les unes vis-à-vis des autres, mais signifiant qu'il existe, à l'intérieur de cette zone, des mécanismes d'équilibre, des disciplines plus strictes, qu'à l'intérieur du système monétaire international pris dans son ensemble.

Cette spécificité, le Président **WERNER** a indiqué comment elle pourrait commencer à apparaître sous forme d'un rétrécissement des marges de variations des monnaies européennes de part et d'autre de la parité ; dans une politique commune à l'égard des droits de tirages spéciaux ; peut-être (sinon pour la première étape du moins pour la deuxième) par une représentation commune au Fonds Monétaire International ; par la création d'un Fonds de Coopération monétaire.

A l'intérieur même de l'Europe, enfin, il est clair que l'existence d'une monnaie européenne et la convertibilité totale des différentes monnaies qui la composeraient, rendraient obligatoire — ainsi qu'il a été souligné avant moi — **une rigueur et une discipline accrues dans la lutte contre les phénomènes inflationnistes qui représentent le trait caractéristique de notre époque.** Cette plus grande rigueur, cette plus grande fermeté ne pourrait que faciliter, encourager, accélérer un développement économique de l'Europe sur une base saine, caractérisé par une allocation des moyens de production qui correspondrait, ainsi que M. **William FRANÇOIS** l'a souligné, à la réalisation de notre optimum économique.

Le Service Général ou Partiel de

est assuré aux Membres Actifs, Fondateurs et Bienfaiteurs et aux Personnes Morales (Sociétés, Associations, Groupements) qui adhèrent au
CERCLE DE L'OPINION.

L'OPINION
en 24 heures.

(voir pages 19 et 32)